

Zone Trouble

17 février 2014



M. SAADOUNE

En Libye, l'annonce d'un coup d'Etat par un ex-général a beau être qualifiée de « sans substance » par l'ambassadrice américaine à Tripoli, elle n'en est pas moins révélatrice de la déliquescence générale d'un pays où tout semble se mettre en place pour une nouvelle intervention. Le fameux « service après-vente » demandé par le ministre nigérien des Affaires étrangères aux Occidentaux qui ont fait tomber Kadhafi.

S'il est difficile de connaître le poids du général Khalifa Haftar - il était le chef du corps expéditionnaire libyen au Tchad et a fait défection aux Etats-Unis en 1987 avant de rentrer en 2011 -, il est loisible de constater que le pays reste dans une situation chaotique. L'unité de ce pays est en jeu et ses désordres en font une source de menace pour ses voisins. Il n'est par ailleurs pas inutile de se rappeler que rien n'est réglé au nord du Mali et qu'il a fallu attendre de longs mois pour voir s'ébaucher de timides discussions entre le MNLA et le gouvernement de Bamako. Et alors que les échanges prenaient un tour acerbe entre Bamako et les Touaregs, la situation sécuritaire donnait des signes de dégradation évidents. Il est clair que l'intervention française au nord du Mali est loin d'avoir éliminé les causes de la déstabilisation de la zone sahélienne.

On sait que l'Algérie a subi de manière frontale l'impact des situations au Mali et en Libye avec l'attaque de Tiguertourine. Et cet impact ne se limite pas à ses dimensions économiques mais pose la question même de la fiabilité du dispositif en place pour assurer l'intégrité du territoire et la sécurité nationale. Beaucoup d'experts notent d'ailleurs que les tumultes actuels au sein du régime algérien ont eu pour élément déclencheur ou accélérateur « l'échec » sécuritaire de Tiguertourine. Or, le sujet ne relève pas d'un passé révolu, même récent, mais constitue toujours un risque direct. Ainsi le journal Le Monde, dans un article consacré à la situation au nord du Mali, relaie une source militaire française non identifiée qui évoque en ces termes les intentions présumées des djihadistes : « Ils sont passés à une phase terroriste. Un In Amenas bis ? C'est certainement leur objectif ». Simple avertissement, message ou attitude sécuritaire normale qui doit envisager toutes les possibilités y compris les pires ? Chacun appréciera !

Il y a au moins une alerte ou un rappel et il faut espérer que cela déclenche les alertes aux différents niveaux appropriés. Les contrecoups économiques de l'attaque de Tiguertourine sont lourdement perceptibles. Les compagnies étrangères qui avaient évacué leur personnel après l'attaque ont recommencé à envoyer leur personnel en Algérie à l'exception du site d'In Amenas. Des informations distillées par des lettres confidentielles maintiennent que les exigences sécuritaires, formulées par BP et Statoil, sont toujours en discussion. On sait que certaines de ces exigences sont jugées attentatoires à la souveraineté nationale comme la présence des services de sécurité étrangers sur le site. Et la perspective suggérée d'un « Tiguertourine bis » n'est pas de nature à rassurer ces entreprises.

Les répliques des séismes libyens et maliens ne sont pas de pures hypothèses. Tous sont avertis des hypothèses qui pèsent sur une région immense que les corps expéditionnaires français et ouest-africain ne sont pas visiblement en capacité de contrôler efficacement. Les meilleures armées du monde peuvent empêcher la prise de Bamako par les factions djihadistes, elles ne peuvent espérer rétablir l'ordre et la sécurité dans une région marquée par une misère effroyable et une non-administration intégrale. Cette incapacité avérée à régler militairement la crise structurelle malienne confère à la recherche d'une solution politique impliquant les populations locales un caractère absolument essentiel, urgent et prioritaire. En attendant, la plus extrême vigilance est de mise.

M. Saadoune

»» <http://www.lequotidien-oran.com>